Document generated on 04/25/2025 6:54 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Les années 1970 et 1980: une retraite anticipée?

Michel Sarra-Bournet

Volume 3, Number 1, Fall 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063451ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063451ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Sarra-Bournet, M. (1994). Les années 1970 et 1980: une retraite anticipée? *Bulletin d'histoire politique, 3*(1), 71–72. https://doi.org/10.7202/1063451ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LES ANNÉES 1970 ET 1980: UNE RETRAITE ANTICIPÉE?

Michel Sarra-Bournet
École nationale d'administration publique

Dans les trois premières communications de ce colloque, les années 1950 étaient présentées comme une période d'activité exceptionnelle pour les intellectuels québécois. Ensuite, Andrée Fortin nous a parlé de la modernité comme d'une parenthèse, Alain-G. Gagnon a relaté l'institutionnalisation des sciences sociales, et Roland Parenteau a mentionné la rupture d'un charme. Tout cela justifie-t-il le mutisme actuel des intellectuels? Quels phénomènes ont donc pu renforcer au Québec la retraite des intellectuels dans leur tour d'ivoire?

Aujourd'hui, les intellectuels doutent d'eux-mêmes. Ils n'assument plus le leadership politique. Cela a coïncidé avec l'échec de leurs projets des années soixante et soixante-dix. Projets utopistes et révolutionnaires de la gauche. Projets nationaliste et indépendantiste. Projet social-démocrate. Profitant de cette faiblesse, Pierre Elliott Trudeau a dit que les professeurs québécois manquaient de rigueur parce qu'ils enseignaient le nationalisme dans les écoles, et Pierre Marc Johnson a prétendu que la médiocrité de la langue française était attribuable aux aspirations des marxistes qui auraient cherché le plus petit commun dénominateur[1].

Peut-on imputer aux intellectuels tous les échecs de la modernité? La modernité elle-même est-elle terminée? L'innovation est-elle donc impossible? Puisque les intellectuels ont perdu leurs certitudes absolues, des formes d'action politique ne pourraient-elles pas être fondées sur des «certitudes relatives»? Le foisonnement des groupes de réflexion, qui réunissent des intellectuels de tous horizons, est un signe encourageant qui pointe dans cette direction[2].

Il y a un siècle, le danger qui guettait le penseur était le conformisme face aux pouvoirs. Aujourd'hui, ce qui nous frappe, c'est son apparente indifférence face aux enjeux globaux. Pour l'intellectuel d'aujourd'hui, c'est le privé qui est politique. Mais doit-il se limiter à étudier les rapports de

force au sein de la société civile ou, au contraire, encourager l'entrée du politique dans le privé, en demandant à l'État d'y intervenir pour rétablir les équilibres?

La «révolution» néo-conservatrice constitue une facteur majeur qui joue depuis la fin des années 1970. Si vraiment c'est la fin de l'État interventionniste, est-ce à dire que les gouvernements se laisseront dorénavant balloter par le marché? La politique sert-elle à quelque chose quand il n'y a plus d'enjeu? Quel est l'intérêt pour l'intellectuel de sauter dans une galère qui coule? Depuis que l'économie s'est affranchie du politique, la politique est vue comme insignifiante et l'intellectuel renonce à s'y engager.

Deux autres phénomènes se sont confirmés durant ces décennies qui ont diminué la propension des intellectuels à intervenir dans les débats publics: leur spécialisation disciplinaire et l'intégration du savoir dans les bureaucraties publiques et privées.

Mais déjà, gronde une génération de jeunes intellectuels qui cherchent leur place dans la société, et qui refusent de baisser les bras. Ils parlent de mobiliser les intellectuels et refusent la fin des solidarités sociales[3].

Notes

1. «Les Québécois manquent terriblement de rigueur», selon Pierre Trudeau», *La Presse*, le 12 avril 1994.
2. Voir *Bulletin de l'Association québécoise d'histoire politique* 2, 4 (printemps 1994): 51-55.
3. Voir Richard Dubois, «Mobiliser les intellectuels? Le temps est définitivement à l'action», *Le Devoir*, le 2 août 1991 et Stéphane Rivest, «La fin des solidarités sociales?», *Cahiers de recherche sociologique* 21 (1993) 180-183.